



A quelques jours scrutin présidentiel, Jacques Fame Ndongo, ministre de l'Enseignement supérieur et par ailleurs secrétaire à la communication du RDPC était en ligne avec Christophe Boisbouvier (Rfi)

237actu.com vous propose l'intégralité de cet entretien

RFI : Après 36 ans de pouvoir, qu'est-ce que le candidat président peut apporter de nouveau ?

Jacques Fame Ndongo : Le président Paul Biya a un bilan éloquent. C'est en s'appuyant sur ce bilan qu'il se projette vers l'avenir. Sur le plan diplomatique, il voudrait renforcer la crédibilité et le rayonnement du Cameroun à travers le monde par une diplomatie de présence et de participation. Au plan politique, il voudrait préserver l'unité nationale, la paix, la sécurité et l'intégrité du territoire, tout en consolidant la démocratie apaisée et en rapprochant davantage l'administration des administrés. Au niveau de l'économie, il voudrait moderniser davantage l'économie camerounaise en la rendant plus compétitive et plus productive, notamment par une agriculture de troisième génération, par un élevage compétitif, par l'assainissement des finances publiques et la réduction de la dépense publique. Bien sûr, les infrastructures seront multipliées grâce notamment à une densification des projets, notamment le plan routier, le plan autoroutier, les aéroports, les ports, les grands barrages. Et au plan social, naturellement il

voudrait consolider la justice sociale en densifiant la carte sanitaire, la carte scolaire, la carte universitaire. Nous voulons que le Cameroun ait désormais des industries culturelles. Et in fine, il voudrait préserver les libertés individuelles et veiller au respect des droits de l'homme et de la solidarité nationale.

Vous dites que le président veut préserver « la paix et l'unité ». Mais celle-ci n'est-elle pas gravement menacée par la crise dans l'ouest anglophone, depuis deux ans ?

Et de ce point de vue, n'est-ce pas un échec pour le président sortant ? D'abord, nous, nous ne parlons pas de crise. Nous parlons de la question anglophone. Il n'y a pas de crise puisque le Cameroun est debout. Le Cameroun avance. Le président Paul Biya est en train de résoudre ces problèmes de la question anglophone qui, à notre avis, devrait pouvoir trouver rapidement des réponses positives qui ont déjà commencé d'ailleurs à être données au niveau de l'éducation, au niveau de la justice, qui étaient les premières revendications, mais également au niveau des grandes réalisations notamment des infrastructures. Et le président Paul Biya a également créé la Commission nationale pour la préservation du bilinguisme et du multiculturalisme. Je dois préciser qu'au niveau du Sud-Ouest et du Nord-Ouest, la vie poursuit normalement son cours. Il y a de temps en temps quelque effervescence, mais globalement la situation est calme.

Oui, mais il y a 109 membres des forces de l'ordre qui ont été tués. Il y a 200 000 déplacés. Il y a 50 000 personnes qui se sont réfugiées à l'étranger. Comment tout cela va pouvoir se passer le 7 octobre prochain ?

Le 7 octobre, l'Etat prendra les dispositions idoines pour que le vote se déroule de manière équitable et sereine. Cette effervescence due à l'irrévérence de quelques illuminés, qui se disent sécessionnistes, mais en réalité ce sont des bandits de grand chemin puisqu'ils sont en train de saccager, de piller, de voler, de violer, de tuer. Donc il y a quelques petits remous, mais globalement, la situation est maîtrisée par l'Etat. Et comme je le dis, il n'y a pas de clivage entre anglophones et francophones au Cameroun. Nous vivons dans la concorde et la solidarité.

Et concrètement, comment les 200 000 déplacés et les 50 000 réfugiés vont pouvoir voter ?

L'Etat, comme je vous l'ai dit, trouvera une solution appropriée. Et les Camerounaises et les Camerounais, en âge de voter, voteront effectivement dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest.

Un certain nombre de candidats de l'opposition proposent la solution du fédéralisme. Qu'en pensez-vous ?

Le fédéralisme, le Cameroun y a renoncé le 20 mai 1972. Nous estimons que c'était un système très lourd, très pesant. Et la décentralisation se poursuit admirablement puisque le chef de l'Etat vient de créer un ministère de la Décentralisation et du développement local, qui est en train de réaliser une œuvre tout à fait remarquable. La fédération, le fédéralisme, nous nous ne sommes pas pour cette option. Nous sommes pour l'option de l'Etat unitaire

décentralisé, d'où l'importance accordée à la régionalisation qui se poursuit de manière irréversible et exemplaire.

Depuis deux ans, votre offre de régionalisation n'est pas entendue par les sécessionnistes. Est-ce qu'il ne faut pas faire une nouvelle offre ?

Est-ce qu'il ne faut pas s'asseoir à la table du dialogue et de la discussion ? L'offre des sécessionnistes, c'est l'offre de la violence. Et nous estimons que s'il faut dialoguer, il faut également renoncer à la violence, n'est-ce pas.

Que répondez-vous à Joshua Osih, candidat du Social democratic front (SDF), qui dit que le président candidat n'utilise que la solution militaire et pas la solution politique au Nord-Ouest et au Sud-Ouest anglophone ?

S'il utilisait la solution militaire, il y a belle lurette que le pays serait à feu et à sang. Le président Paul Biya est un libéral, quelqu'un qui croit à la force du dialogue, à la force des arguments, et non pas aux arguments de la force.

Joshua Osih dit que le président est trop souvent à l'étranger et qu'il est donc trop absent, qu'il y a un problème de leadership au Cameroun ?

Il n'y a aucun problème de leadership. Le président est présent au Cameroun. Actuellement d'ailleurs, il est au Cameroun. Le président Paul Biya tient bien la barre, le Cameroun est bien gouverné. Il est tout à fait normal que l'opposition essaie de trouver quelques failles. Mais cette vision d'un président absent relève tout simplement de la fantasmagorie.

C'est grâce au ministre délégué à la Justice, Maurice Kamto, que le Cameroun a remporté l'arbitrage juridique sur la presqu'île de Bakassi. Est-ce que le candidat Kamto n'a pas la stature d'un homme d'Etat ?

C'est grâce au président Paul Biya que monsieur Maurice Kamto a été nommé ministre. Et c'est grâce donc à lui que sa visibilité a été optimisée.

Mais vous qui avez été son collègue au gouvernement, vous pensez qu'il a cette stature d'homme d'Etat ?

Il est mon collègue en tant qu'universitaire. Il fut mon collègue en tant que membre du gouvernement. La stature, c'est une virtualité, ce n'est pas une effectivité. Ce sont les urnes qui créditent une personnalité de cette stature. Alors nous verrons bien le 7 octobre.

Et que répondez-vous au candidat Akere Muna, figure de la lutte anticorruption, qui dit que depuis deux ans, le système de marchés publics numérisés offert par la Corée du Sud n'est toujours pas mis en application pour que les personnages corrompus au sein de l'appareil administratif puissent continuer à voler l'argent public ?

C'est une opinion, mais ce n'est pas l'opinion, je le subodore, de l'ensemble des Camerounais. Si tel était le cas, le Cameroun ne serait plus debout, le Cameroun serait déjà

couché. Or le Cameroun est debout, il avance et les Camerounaises et les Camerounais participent à l'édification d'une nation forte et prospère.

Et à 85 ans, le candidat président Paul Biya est-il prêt à gouverner encore pendant sept ans jusqu'à l'âge de 92 ans ?

Bien sûr. Il est prêt. Vous verrez qu'à l'issue du 7 octobre, les Camerounaises et les Camerounais vont reconduire cet homme sage, équilibré et pondéré, ce grand sage de l'Afrique respecté au Cameroun, en Afrique et à travers le monde.

Mais comme dit l'ambassadeur des Etats-Unis à Yaoundé, n'est-ce pas un âge où l'on peut aspirer à une paisible retraite ?

C'est son opinion. C'est l'opinion de l'ambassadeur. Encore une fois, je respecte l'opinion des uns et des autres. Mais nous verrons bien si le 7 octobre, ce sera l'opinion des Camerounaises et des Camerounais à travers un vote démocratique, transparent, libre et sincère.
